

CLIC : Un nouveau programme du CÉPEO pour les familles immigrantes



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 8 novembre 2007 à 9:24

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CÉPEO), en partenariat avec Citoyenneté et Immigration Canada, offre maintenant gratuitement des cours de français langue seconde aux nouveaux arrivants. Les cours de langue pour immigrants au Canada (CLIC) permettent ainsi de faciliter l'intégration économique et socioculturelle au sein de la communauté des nouveaux arrivants.

Le conseil scolaire croit que le rôle des parents dans le cheminement scolaire de leur enfant est d'appuyer le mandant pédagogique et aussi d'être un modèle linguistique, d'où l'idée d'un tel cours.

«En plus d'offrir une formation de qualité en langue française et de promouvoir la culture francophone et le fait français auprès des nouveaux arrivants, le programme CLIC nous permet de prendre une approche intégrée à la prestation de services en considérant à la fois les besoins de l'enfant et de sa famille», explique le président du CÉPEO, Bernard Bareilhe.

Ceux-ci peuvent également se prévaloir d'un service de garde lors des cours.

Deux groupes prennent actuellement part au programme à l'École des adultes Le Carrefour. Le CÉPEO souhaite ouvrir des campus satellites à travers son territoire.

Soulignons que le conseil public d'Ottawa est le premier conseil scolaire francophone au Canada à offrir de tels cours.



Le CÉPEO croit que le rôle des parents dans le cheminement scolaire de leur enfant est d'appuyer le mandant pédagogique et aussi d'être un modèle.

Pour plus de renseignements sur le programme CLIC, les personnes intéressées peuvent communiquer avec l'École des adultes Le Carrefour au 613-731-7212 poste 4888 ou par courriel à clic@cepeo.on.ca ou visiter le site Web www.clic.cepeo.on.ca.

(K.B.)

L'école de tous les dieux

En 2008, tous les élèves du Québec plongeront dans le monde des kirpans, du voile et de la torah dans le cadre d'un programme révolutionnaire déjà testé discrètement dans quelques classes. L'actualité a eu accès à l'une d'elles...

par Valérie Borde

publié dans *L'actualité* du 1er mars 2007

L'école Saint-Jean-Baptiste, dans la Haute-Ville de Québec, n'entretient plus que des relations de bon voisinage avec la religion catholique. La petite école primaire publique de la rue Saint-Jean loge toujours en face de l'église de la paroisse, un des joyaux du patrimoine religieux du Québec. Mais dans les classes, on ne parle plus seulement de Jésus: Mahomet, Bouddha et Guru Nanak, le fondateur du sikhisme, sont aussi à l'étude. Car derrière les murs de briques, dans la plus grande discrétion, des enseignants testent depuis septembre dernier un programme révolutionnaire, qui va bouleverser tout ce qui s'enseigne depuis 400 ans au Québec en matière de religion!

La rentrée 2008 fera date dans l'histoire du Québec: pour la première fois, l'école québécoise deviendra officiellement laïque, et n'offrira plus aucun enseignement confessionnel. Un nouveau programme, intitulé «Éthique et culture religieuse», sera toutefois obligatoire pour tous, de la première année du primaire à la dernière du secondaire.

L'objectif est ambitieux: éveiller les élèves à la diversité des religions, sans leur en enseigner les préceptes, tout en les incitant à se questionner sur eux-mêmes et les autres. Beau défi! Mais c'est aussi un compromis, qui permet de ne pas évacuer complètement la religion de l'école... Et qui n'est pas sans toucher de multiples sensibilités.

Depuis septembre 2006, huit écoles du Québec — cinq du primaire, dont une école privée juive de Montréal, et trois du secondaire — testent une première ébauche du cours. Pour éviter des remous comme ceux suscités, à la fin des années 1990, par le débat sur la déconfessionnalisation des écoles, le ministère de l'Éducation travaille dans l'ombre. On ne connaît encore que les grandes lignes du programme. Le Ministère refuse d'expliquer dans le détail comment on a choisi les religions à l'étude, encore moins de révéler ce qu'on en dira. Ou même de divulguer la liste des écoles qui l'expérimentent. Mais comme le hasard veut que mon fils soit inscrit dans l'une d'elles, maman la journaliste a réussi à en savoir plus!

Le jour de la rentrée, quand Lyse-Diane Laflamme, directrice de l'école Saint-Jean-Baptiste, a annoncé à tous les parents, classe après classe, la fin des cours de morale et de l'enseignement confessionnel, personne n'a protesté. Bon débarras, a-t-on entendu çà et là. Dans cet établissement fréquenté majoritairement par des enfants québécois de souche, et aux parents plutôt de gauche, la catéchèse n'avait déjà plus guère la cote: l'an passé, 80% des quelque 220 élèves étaient inscrits aux cours de morale, offerts comme option à la place de l'enseignement de la foi depuis la déconfessionnalisation du système scolaire, en 2000 — une proportion inverse de celle qui existe dans l'ensemble du Québec.

Après un trimestre, parents et élèves semblent emballés. «En équipe, dit Bérangère, 10 ans, on a raconté l'histoire d'Abraham avec sa femme Sarah et la servante Agar, dont il a eu un fils parce que ça ne marchait pas avec sa femme, puis sa fuite en Égypte à cause de la famine.» D'autres élèves ont planché sur Mahomet, Jésus et Bouddha. Des pays lointains, des drames, des pouvoirs surnaturels... tous les ingrédients d'une bonne histoire sont réunis, et ça plaît aux enfants.

Le volet «éthique» du nouveau programme vise à susciter des réflexions sur ce qu'il serait préférable de faire dans une situation donnée, par rapport à soi et aux autres. Sa première leçon d'éthique, Sophie Daigle, enseignante de 4e année, l'a faite lors d'une visite à la ferme, quand un élève a trouvé un mulot abandonné. Valait-il mieux le laisser là, sachant qu'il allait mourir, ou le ramener à l'école? Les enfants ont décidé qu'ils le garderaient à l'école après l'avoir laissé une fin de semaine chez celui qui l'avait trouvé... où il est mort au bout d'une journée. Dure leçon pour beaucoup.

Les volets «éthique» et «culture religieuse» se rejoignent parfois. Dans l'un et l'autre, on part du quotidien et du concret pour aborder, au fil des ans, des notions plus complexes. Ainsi, les petits de 1re année ont commencé par s'occuper d'une lapine, pour comprendre les responsabilités à l'égard d'un être vivant. Puis, Julie Saint-Pierre, leur enseignante, leur a demandé d'apporter à l'école un objet associé à leur naissance. «Le lendemain, j'avais des textes écrits par les parents et des photos de bébé de plus de la moitié des enfants!» dit-elle. Juste avant Noël, elle leur a raconté la naissance de Jésus, dont de nombreux élèves n'avaient jamais entendu parler. Plus tard, ce sera le tour d'autres prophètes et fêtes religieuses.

En 3e et 4e année, les enfants ont d'abord apporté des objets de culte trouvés dans leur environnement. Cierges de baptême, robes de mariée, statuettes de Bouddha, chapelets musulmans leur ont permis de constater que le religieux laisse des traces dans leur culture. C'est à cette occasion que Mehdi Rehibi, neuf ans, est sorti de sa réserve pour parler de l'islam à ses copains. Ses parents, musulmans, ne lui ont donné aucune éducation religieuse, préférant le laisser choisir quand il sera plus âgé. «J'espère qu'il ne va pas risquer d'être ostracisé si un 11 septembre se reproduit», dit sa mère, Géraldine Dahoumane. Cette libraire, qui en a déjà entendu des vertes et des pas mûres à propos de sa religion, aurait préféré un cours de philosophie. Son conjoint, Slim Rehibi, se dit ravi qu'on parle enfin de religion de manière positive, hors du contexte des guerres, des intégristes et des attentats.

Dans sa classe de 4e année, Sophie Daigle a installé sept panneaux correspondant à chacune des religions au programme: christianisme, islamisme, judaïsme, bouddhisme, hindouisme, sikhisme et spiritualités autochtones. Plus un, pour les «autres», que certains enfants pourraient connaître ou qui auraient éveillé leur curiosité. Le choix et l'importance de chaque religion au programme est censé, selon le Ministère, refléter la diversité culturelle du Québec et respecter ses fondements historiques. «On part de ce que les enfants connaissent, puis on va à la découverte du reste. C'est une approche d'exploration, pas un apprentissage systématique avec des choses à mémoriser», raconte l'enseignante.

Pour chaque religion, elle a inscrit ce que les élèves en savaient. Après quoi, ceux-ci ont cherché les équivalences. Y a-t-il une bible pour les juifs? Un symbole du genre de la croix pour les musulmans? En fouillant dans des livres, puis en bricolant, les enfants ont dessiné ou fabriqué les objets manquants: une torah (faite avec des rouleaux d'essuie-tout), une amulette en argile, des tables de la Loi (en polystyrène)...

Pierre Boucher et Julie Frève, croyants mais non pratiquants, voient d'un très bon œil cette occasion d'enseigner la diversité et le respect des autres à Charlotte, en 4e année, et à Victor, en 2e. «Ça va aussi les outiller pour mieux démêler les religions des sectes et leur donner un regard plus critique sur le monde», disent-ils.

Au programme de la 6e année: les religions dans le monde, le message des prophètes, les pratiques alimentaires et vestimentaires. Les élèves approfondiront le contenu plus tard, puisque le programme se poursuivra jusqu'à la fin du secondaire.

Alice Guéricolas-Gagné, 11 ans, n'en est pas revenue de l'ignorance de certains de ses copains. «Plusieurs n'avaient jamais entendu parler du ramadan», dit-elle. Elle est ravie d'être débarrassée d'un cours de morale où elle s'ennuyait ferme. «Là, on a plein d'occasions de se déniaiser et de s'ouvrir à d'autres cultures.» Son amie Cécile Gagnon m'explique que la religion, c'est important dans la marche du monde, qu'on y croie ou non. «Je ne savais pas que l'islam, le judaïsme et le christianisme avaient autant en commun. Et j'ai été sidérée que tant de gens dans le monde croient à la réincarnation!»

Depuis septembre, les enseignants aussi ont travaillé dur. Cinq journées de formation avec six experts envoyés par le Ministère, qui leur ont laissé une grosse boîte de livres. Ils ont en outre navigué dans Internet, fouillé dans les bibliothèques... «Ça change aussi nos propres perceptions et on se rend mieux compte de toute l'étendue des préjugés», constate Julie Saint-Pierre, que la formation a fait changer d'avis sur la décision de la Cour suprême à propos du kirpan à l'école. «Le grand but du programme, c'est d'apprendre aux gens à mieux vivre ensemble», souligne la directrice Lyse-Diane Laflamme, persuadée qu'il

conduira les générations futures à une plus grande tolérance.

Roger Delisle, responsable des 45 écoles primaires de la commission scolaire de la Capitale, est également convaincu du bien-fondé du nouveau cours. Mais aussi de l'énorme défi qu'il représente. «À l'école Saint-Jean-Baptiste, toute l'équipe est très motivée et a bénéficié de beaucoup de soutien. Le milieu était aussi très réceptif, explique-t-il. Ailleurs, ce sera plus difficile, car les écoles auront moins de temps et de moyens pour s'y préparer.» La première version du programme devrait être approuvée cet été par le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. Les 23 000 enseignants du primaire et les 2 400 spécialistes qui donneront le cours au secondaire auront ensuite un an pour se familiariser avec le contenu.

«Dans le milieu scolaire, le programme va se heurter à beaucoup d'intolérance, autant chez les enseignants que de la part des parents», croit Roger Delisle, qui voit déjà des réactions. Pour le ministre Fournier, la soif de comprendre est telle qu'elle vaincra les obstacles. «Bien sûr, il y aura des ajustements. Mais on ne laissera pas les gens qui sont contre le dialogue imposer leurs vues», affirme-t-il. D'ici quelques années, ce seront peut-être les petits Québécois qui expliqueront le mieux l'accommodement raisonnable à leurs parents...

Fermer la fenêtre

Le mardi 13 nov 2007

GILBERT LAVOIE : Nos ancêtres les Irlandais

Le Soleil

Johnson, Donovan, Burns, Ryan, O'Neil, O'Brian, Foley, on ne compte plus les francophones d'origine anglo-saxonne qui se sont intégrés à la famille québécoise au fil des siècles. Et on a oublié, dans la controverse sur l'identité, que c'est grâce à un accommodement si plusieurs de ces Québécois, d'origine irlandaise, ont conservé leurs noms de famille.

Dans un geste qui devrait nous inspirer, les familles québécoises qui ont adopté des orphelins irlandais au milieu du XIXe siècle n'ont pas cherché à en faire des Tremblay, des Roy ou des Côté. À leur sortie de La Grosse Île, des centaines d'orphelins irlandais totalement démunis ont été accueillis par des familles francophones qui leur ont permis de garder leurs noms d'origine.



[Agrandir](#) 

Pour joindre notre chroniqueur:
[Gilbert Lavoie](#)

Accommodement raisonnable? Peut-être. Mais accommodement généreux, très certainement.

Est-il possible de démontrer une aussi grande générosité envers les immigrants d'aujourd'hui? C'est la question à laquelle les commissaires Bouchard et Taylor devront répondre dans leur rapport, à la fin mars.

Les Irlandais qui ont immigré au Québec au XIXe siècle ne parlaient pas français, mais ils partageaient la religion de la majorité francophone. Leurs enfants se sont donc intégrés au réseau scolaire francophone, au lieu de se retrouver sur les bancs de l'école aux côtés des petits anglophones protestants. On peut comprendre pourquoi c'est la religion et non la langue qui dictait l'intégration dans un groupe plutôt qu'un autre, il y a 150 ans.

Mais est-ce normal que ce soit encore le cas aujourd'hui, dans une société aussi laïcisée que la nôtre? C'est pourtant ce qui se passe, si on se fie aux informations touchant les problèmes d'intégration des immigrants francophones de religion musulmane.

Algériens, Tunisiens, Marocains, peu importe d'où ils viennent, ils ont en commun de parler un français impeccable et d'arriver ici avec des niveaux de scolarité élevés qui devraient leur garantir des emplois immédiats. Mais les témoignages entendus par la commission Bouchard-Taylor montrent que ce n'est pas le cas. Les immigrants de religion musulmane sont les plus grandes victimes des événements du 11 septembre 2001, qui ont exacerbé les peurs et les préjugés.

Le débat sur les accommodements raisonnables a rapidement dévoilé son vrai visage : ce n'est pas l'immigration qui effraie les Québécois, c'est la manifestation d'une religion qu'ils associent à l'intégrisme et aux actes terroristes. Le simple fait de porter le voile pour une musulmane attire des regards désapprobateurs, même si elle a un doctorat et parle un excellent français.

L'un des témoignages les plus révélateurs devant MM. Bouchard et Taylor a été celui du maire de Saint-Georges de Beauce, Roger Carette, qui a dit ne jamais avoir été témoin de manifestations hostiles aux immigrants dans son milieu, avant que la commission sur les accommodements raisonnables ne donne une tribune à la xénophobie. A-t-on créé un monstre? Peut-être.

Le Québec devrait se rappeler les contributions de l'immigration irlandaise avant de s'enfoncer davantage dans la crainte. Jetez un coup d'œil sur le site Internet du ministère des Finances de l'Ontario : vous allez constater que la province voisine est beaucoup ouverte à l'immigration. On y trouve des informations sur le budget en 17 langues : anglais, français, chinois, arabe, grec, hindi, farsi, italien, coréen, polonais, portuguais, punjabi, russe, espagnol, tamoul, ukrainien et urdu. Ça, c'est de l'accommodement, monsieur!

Serions-nous en train de manquer le bateau avec des immigrants francophones à cause de leur religion? Ça saute aux yeux.



Le mardi 13 nov 2007

Réussite scolaire: tout se joue à l'âge préscolaire

[Pascale Breton](#)

La Presse

Ce sont les habiletés en mathématiques et en lecture ainsi que la capacité d'attention qu'un enfant développe à l'âge préscolaire qui prédisent ses succès scolaires futurs. Bien davantage que son comportement ou son milieu social.

Un enfant de 4 ans qui distingue déjà les nombres, les lettres, les couleurs et les formes a plus de chance de bien réussir à l'école, révèle ainsi une nouvelle étude d'envergure.

Publiée cette semaine dans la revue de l'American Psychological Association, la recherche pourrait bien sceller un débat vieux de plusieurs décennies.

«Deux camps existent depuis longtemps. D'un côté ceux qui croient que les compétences sociales sont les plus importantes dans la préparation d'un enfant à l'école et les autres, qui croient plutôt que ce sont les habiletés cognitives», explique l'une des coauteurs de l'étude, Linda Pagani, chercheuse au Centre de recherche de l'hôpital Sainte-Justine.

L'étude a été menée à partir de six études longitudinales réalisées auprès de 36 000 enfants du Canada, des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Il ne s'agit donc pas de cas cliniques.

Les résultats sont probants pour les auteurs. Les habiletés en mathématiques sont la variable la plus importante pour prédire le succès scolaire, non seulement en mathématiques, mais aussi dans les autres matières.

Les habiletés en lecture ainsi que la capacité de l'enfant de se concentrer pour effectuer une tâche sont les autres variables importantes.

Cette étude révèle donc que le comportement social - par exemple un enfant agressif - n'a rien à voir avec son apprentissage futur.

Les chercheurs n'ont également pas noté de différences entre les enfants issus de milieux défavorisés et ceux de classes sociales aisées, ceux dont les parents sont divorcés et les autres, ni entre les garçons et les filles.

«Nous avons été extrêmement surpris des résultats», lance d'ailleurs Mme Pagani, qui est aussi professeur titulaire à l'École de psychoéducation de l'Université de Montréal et chercheuse au Center for Analysis of Pathways from Childhood to Adulthood de l'Université du Michigan.

Avec 10 autres coauteurs, elle a participé à cette vaste étude dirigée par le Dr Greg J. Duncan, un économiste américain.

Si tout se joue chez l'enfant d'âge préscolaire, il ne faut rien imposer, nuance tout de même Mme Pagani en analysant les résultats de l'étude. «L'enfant a besoin d'apprendre de façon informelle, dans la vie quotidienne, en s'amusant. L'enfant doit

être inspiré, attiré à l'idée d'apprendre. Nos résultats ne suggèrent pas de s'asseoir avec un enfant de 4 ou 5 ans et de le forcer à apprendre.»

Pour développer des habiletés en mathématiques, l'enfant peut apprendre à mettre la table en comptant le nombre de convives et les couverts pour chacun d'eux.

En ce qui concerne la lecture et le vocabulaire, l'enfant apprend lorsqu'un adulte lui fait la lecture en suivant chacun des mots du bout des doigts. «De cette façon, il comprend que l'adulte ne fait pas seulement regarder les images d'un livre en inventant une histoire sortie de son imagination», lance Mme Pagani.

Cette nouvelle étude permet de prédire les résultats scolaires chez un enfant de troisième année. Une année charnière, poursuit Mme Pagani.

Plusieurs recherches ont en effet démontré que c'est en troisième année du primaire que la performance scolaire devient stable pour la durée des études primaires et secondaires.

The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red, rounded rectangular background.

Le mardi 13 nov 2007

La police appelée à disperser des étudiants mécontents de l'UQAM

La Presse Canadienne
Montréal

Des étudiants ont levé l'occupation de locaux du Pavillon Hubert-Aquin de l'Université du Québec à Montréal, dans la nuit de mardi, après que la direction de l'UQAM eut fait appel à l'intervention d'agents de police.

Selon le Service de police de la Ville de Montréal, lorsque les agents se sont présentés, vers 1h30, dans les locaux dans lesquels les étudiants s'étaient préalablement barricadés, vers 22h00, lundi, ceux-ci avaient déjà quitté les lieux par une porte pour se retrouver dehors, sur la rue Saint-Denis.

Les étudiants ont une version contraire à celle des policiers; ils affirment, par voie de communiqué, qu'elle a été écrasée dans une répression démesurée.

Les étudiants prétendent que leur occupation ne concernait qu'un espace modeste de l'université et qu'ils allaient laisser libre cours à la circulation pendant le jour.

Lundi, des étudiants de l'UQAM ont déclenché une grève d'au moins une semaine pour marquer leur opposition au plan de redressement adopté par l'UQAM et demandé un réinvestissement massif pour combler, entre autres, le déficit de l'université.

En après-midi, le seul candidat au rectorat de l'UQAM, Claude Corbo, a dit avoir été confronté à un barrage d'étudiants qui l'ont empêché de livrer son cours et contraint de se réfugier dans un local administratif. L'escouade anti-émeute du SPVM a dû intervenir.

La direction de l'UQAM affirme que M. Corbo a été chahuté, bousculé et retenu contre son gré.



Le mardi 13 nov 2007

Grève à l'UQAM: la classe s'installe dans la rue

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

La semaine de grève à l'UQAM commence du mauvais pied. Une manifestation improvisée quelques heures à peine après le début du débrayage s'est soldée par l'arrestation de trois jeunes hommes hier après-midi.

La police de Montréal a été forcée d'intervenir lorsqu'une cinquantaine d'étudiants ont érigé un piquet de grève devant la salle de classe du seul candidat au rectorat de l'UQAM, Claude Corbo, forçant l'interruption de son cours.

M. Corbo s'est attiré les foudres des étudiants en promettant de suivre le plan de redressement proposé par l'UQAM pour rétablir l'équilibre budgétaire de l'établissement en gelant l'embauche des professeurs jusqu'en 2012. Or, c'est justement pour protester contre ce plan d'action que cinq associations de l'UQAM, totalisant un peu plus de 18 000 étudiants, débraient cette semaine. «Entre voter pour Claude Corbo ou une chaise, vaut mieux voter pour la chaise», lançait hier Emmanuelle Sirois, porte-parole des étudiants en grève de l'UQAM. «Avec lui à la tête de l'UQAM, la qualité de l'enseignement va plonger.»

L'Université populaire à Montréal

La journée avait pourtant commencé sur un ton tout autre. Une centaine d'étudiants se sont réunis sur le coup de 11h au beau milieu de la rue Sainte-Catherine, où ils ont écouté, captivés, un professeur de l'UQAM discourir sur les besoins d'accroître le financement des études supérieures au Québec.

Créant une petite révolution dans le monde de la mobilisation estudiantine, les grévistes de l'UQAM ont organisé une semaine de conférences, de tables rondes et de projections dans le cadre de «l'Université populaire à Montréal (UPAM)».

Avec des ateliers sur «La désobéissance civile», l'«Étude comparative des effets d'une grève sur le cerveau des étudiants et des administrateurs d'universités», on peut affirmer que la grève y sera bien décortiquée. «Mais il ne sera pas question que de cela», assure Emmanuelle Sirois. «On veut profiter de l'occasion pour prouver qu'il est possible d'offrir des cours gratuits de qualité et on invite toute la population à venir en profiter.»

Plusieurs classes seront d'ailleurs données par des professeurs et des chargés de cours de l'UQAM. La direction de l'établissement a même permis l'accès aux locaux où les cours sont suspendus pendant la grève.

Cette semaine d'activités doit culminer jeudi par une grande manifestation au centre-ville de Montréal qui pourrait rassembler des milliers de personnes. Des associations représentant 38 000 étudiants ont voté en faveur d'une levée de cours pour cette journée pour protester, cette fois, contre la hausse des droits de scolarité.

Les uqamiens décideront lundi prochain s'ils poursuivent la grève au-delà de cette semaine.



Le mardi 13 nov 2007

Les Français ne consomment toujours pas assez de fruits et légumes

Agence France-Presse
Paris

Les Français ne consomment toujours pas assez de fruits et légumes, malgré les recommandations officielles d'en manger au moins cinq par jour, selon une expertise scientifique collective (Esco) publiée mardi par l'INRA (Institut national de la recherche agronomique).

Les Français, avec 340 grammes en moyenne par jour et par personne, sont encore en-dessous de la recommandation (400 gr quotidiens) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

«La consommation moyenne n'augmente que très peu et reste caractérisée par de fortes disparités dans la population», déplore l'INRA dans la conclusion de cette expertise qui a duré plusieurs années.

Pour l'INRA, les «comportements n'évoluent pas beaucoup» depuis le lancement il y a plusieurs années du Programme national nutrition santé (PNNS) qui recommandait de manger au moins 5 fruits et légumes par jour.

L'INRA admet toutefois que des études épidémiologiques récentes «n'ont pas permis d'établir clairement un lien de causalité entre l'accroissement de la consommation de fruits et légumes et une moindre incidence» des «grandes maladies chroniques».

Les quantités achetées par les Français ont baissé de 12% pour les fruits frais et de 14% pour les légumes frais (hors pommes de terre) entre 1997 et 2005, selon Interfel, l'interprofession des fruits et légumes, qui a pour ambition de faire doubler la consommation en 10 ans (10 en moyenne par personne en 2010 contre 4,7 en 2000).

Chaque ménage français a consommé 14,89 kg de fruits et légumes en 2006 contre 15,35 kg en 2005, selon une étude de TNS Worldpanel.

La consommation de fruits et légumes augmente avec l'âge et atteint un maximum entre 55 et 65 ans avant de décroître.

Mais les achats plus faibles des ménages appartenant aux générations les plus jeunes sont porteurs à terme d'une baisse durable de la consommation, si rien n'est fait pour infléchir les tendances observées, craint l'INRA.

Ce sont principalement les ménages disposant de faibles revenus qui sont le moins friands de fruits et légumes, notamment frais, souligne l'institut.

Pourtant les Français accordent à l'achat des fruits et légumes, une part non négligeable de leur budget alimentaire (12% en moyenne). Mais en cas d'accroissement des revenus, les produits alimentaires qui sont les principaux bénéficiaires sont la viande et le poisson, plutôt que les fruits et légumes.

Les quantités de fruits et légumes frais achetées par personne varient pratiquement de un à trois entre le quart le plus pauvre et le quart le plus riche de la population.

Le fait que le prix à la consommation des fruits et légumes frais augmente plus rapidement que l'ensemble des produits alimentaires depuis le début des années 60 est un des obstacles à l'accroissement de la consommation de ces produits, constate l'INRA.

Pour le ministre français de l'Agriculture Michel Barnier, dans une interview lundi au quotidien Le Parisien, les Français «ne sont pas fâchés avec les fruits et légumes, c'est leur portefeuille qui l'est».

M. Barnier veut «réunir dans le courant du mois de novembre toute la filière fruits et légumes (...) pour qu'on trouve ensemble une solution».

Le ministre de l'Agriculture évoque également la possibilité, mais sans indiquer les modalités du financement, «de lancer un programme de distribution gratuite de fruits de saison dans les écoles, en partenariat avec les conseils régionaux, pour la rentrée prochaine si possible».

Le mardi 13 nov 2007

La récré prend fin sur un drame

[Tristan Péloquin](#)

La Presse

Une simple altercation entre deux élèves dans la cour de récréation d'une école primaire de Saint-Eustache a tourné au drame, vers 10h15 hier matin. Yannick Charpentier, un garçon de 12 ans dont les problèmes cardiaques étaient connus de la direction de l'école Horizon-Soleil, est mort après avoir reçu un coup au thorax vraisemblablement asséné par une élève de 11 ans.

La bagarre a éclaté vers la fin de la récréation, pour des raisons qui restent obscures. Plusieurs enfants interrogés (avec l'autorisation de leurs parents) ont affirmé qu'une banale insulte proférée par la fillette de 11 ans à une amie du garçon aurait déclenché la chicane. À partir de là, les témoignages diffèrent énormément. Certains enfants disent que la fillette aurait traité sa camarade de «face d'écureuil», d'autres disent qu'elle lui a dit qu'elle était une «petite conne».

Le garçon aurait alors voulu prendre sa défense.

C'est à ce moment que la querelle a éclaté et que le coup fatal aurait été donné. «Dès que le jeune s'est écroulé, les enseignants sont accourus pour lui porter secours. Ils lui ont fait le bouche à bouche et ont appelé le 911. Le jeune a immédiatement été conduit à l'hôpital de Saint-Eustache, où son décès a été constaté», a expliqué en fin d'après-midi le directeur des communications de la commission scolaire de la Seigneurie des Mille-Îles, Yves Marcotte. C'est la directrice de l'école qui a accompagné l'enfant en ambulance.

Selon le service de police de Saint-Eustache, la bagarre n'a impliqué aucun autre élève. «Quand les policiers sont arrivés, la victime était déjà inconsciente. La jeune fille a alors été interceptée, mais comme il s'agit d'un enfant de 11 ans, le cas a été rapporté à la Direction de la protection de la jeunesse», a indiqué l'agent Normand Brulotte.

En vertu du code criminel, seuls les enfants de 12 ans et plus sont considérés comme responsables de leurs actes. Selon toute vraisemblance, il n'y aura donc pas de poursuite.

«C'est un accident»



«C'est un accident», a dit la mère de la jeune fille, d'un ton sans appel, lorsqu'on l'a jointe au téléphone. «Je n'étais pas au courant des problèmes cardiaques du petit garçon, et ma fille non plus, a-t-elle ajouté. Elle le connaissait à peine, de vue seulement. Ce n'était pas un de ses amis.»

Contrairement à la version colportée par les enfants, elle soutient que sa fille n'est pas l'agresseur dans cette triste histoire. «C'est le petit gars qui était le premier à lui donner des coups, et elle s'est défendue, tout simplement. Mais ça a fini en tragédie.»

Questionnée sur l'état actuel de sa fille, la mère a répondu que la famille traversait présentement le drame. Elle a ensuite mis un

[Agrandir](#)

*Frédéric Forgues
console ses fils Olivier
et Nathan devant
l'école.*

Photo François Roy,
La Presse

terme à l'appel. «Là, on arrête. Ma fille me fait signe d'arrêter de parler. Et j'ai comme le goût de la respecter.»

Pendant ce temps, les membres de la famille de la victime étaient réunis dans le domicile familial, affrontant seuls leur deuil, alors qu'un groupe d'une dizaine d'enfants du voisinage observait de loin la maison. «C'est dur», a dit une jeune fille en répondant à la porte, les yeux boursoufflés.

Selon Michel Laferrière, un parent qui le connaissait un peu, le garçon était exempté de cours de gymnastique à cause de son état de santé.

«Il jouait parfois au hockey avec nous dans la rue, mais il fallait toujours faire attention de ne pas le bousculer», a pour sa part indiqué un voisin.

Philippe Ducas, un de ses amis, a pour sa part assuré que le garçon portait constamment sur lui une pompe pour l'asthme.

La fille de 11 ans, qui habitait à deux rues de Yannick Charpentier, est en cinquième année. On la décrit comme sportive, joueuse de ringuette un peu «rough». «Elle est beaucoup plus grande que son âge», a indiqué une voisine. «Elle est venue jouer chez nous à quelques reprises avec mon fils. C'est une fille sans histoire», a assuré Michel Laferrière.

Aucune mesure particulière

Selon la commission scolaire, «aucune mesure particulière n'était en place pour soutenir cette carence parce qu'aucun billet médical et aucune demande des professionnels de la santé n'a été faite en ce sens», a ajouté le directeur de la commission scolaire.

Selon lui, ni le garçon ni la fille n'avaient de problèmes de violence ou d'intimidation. «Ce n'étaient pas des jeunes qui allaient souvent au bureau de la direction», a indiqué M. Marcotte.

La dernière intervention policière à l'intérieur de l'école remonte à 1998.

Le décès de Yannick Charpentier a été confirmé vers midi. La direction de l'école de 570 élèves n'a cependant pas jugé nécessaire de mettre fin aux classes plus tôt. «La commission scolaire a envoyé sur les lieux une équipe d'intervention composée de psychologues (dont le nombre n'a pas été précisé) et d'une infirmière», a indiqué M. Marcotte.

Les cours devraient reprendre normalement aujourd'hui. «Certains parents voudront garder les jeunes à la maison, mais les avis des spécialistes sont unanimes: il faut que les jeunes puissent discuter de la situation en profondeur pour que leur deuil se fasse correctement. Nous offrons des services sur place pour encadrer les jeunes dans ce qu'ils vivent», a indiqué M. Marcotte.

- Avec Violaine Ballivy et Catherine Handfield



[Agrandir](#)

Photo François Roy,
La Presse



Le mardi 13 nov 2007

Des parents en furie

[Tristan Péloquin](#)

La Presse

La décision de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles de ne pas immédiatement avertir les parents de la mort tragique d'un garçon de 11 ans à l'école Horizon-Soleil en a mis plus d'un en furie hier. À la sortie des classes, des dizaines de parents ont déploré que seule une lettre fournie aux enfants quelques heures après le drame les ait informés vaguement de ce qui s'est passé.

«Ma conjointe m'a appelé pour me dire qu'elle avait entendu l'histoire à LCN. J'ai essayé d'en savoir plus sur l'Internet, mais je n'ai rien vu. Alors j'ai décidé de me rendre sur place pour voir ce qui se passait», a raconté Frédéric Forgues, père de deux garçons qui se trouvaient à l'intérieur de l'école au moment du drame.

«Je dois avouer qu'avant de connaître les détails, mon coeur s'est tordu pendant un petit moment dans ma poitrine. Je ne comprends pas comment on peut justifier que ce soient les médias qui m'aient informé en après-midi, alors que les événements se sont produits vers 10h.»

Daniel Legault, commissaire scolaire nouvellement élu et père d'un enfant de 10 ans fréquentant l'école Horizon-Soleil, a aussi déploré l'absence d'information. «Les seuls parents qui ont su ce qui s'est passé, c'est ceux dont les enfants vont dîner à la maison. Les autres n'ont rien su avant la sortie des classes», a-t-il déploré.

Une gardienne du dîner qui a refusé de révéler son nom a assuré qu'aucune information ne lui a été transmise par la direction de l'école avant qu'elle commence son quart de travail. «Ils nous ont laissé nous arranger avec les enfants, qui colportaient toutes sortes de rumeurs et de versions de l'histoire. J'en ai entendu des vertes et des pas mûres. J'ai dû me servir de mon gros bon sens pour passer au travers du dîner. C'est dommage, parce que c'est aussi vers moi que les enfants se tournent pour parler du drame.»

«C'est grave, parce que ce genre d'attitude laisse libre cours à la rumeur, et il n'y a rien de pire que ça pour faire peur aux enfants et énerver les parents, a affirmé le commissaire Legault. J'ai vu des petits quitter l'école en pleurs sans que personne ne s'en occupe. Vraiment, il va falloir tirer les choses au clair là-dessus, et la Commission scolaire va devoir répondre de ses actes.»

En fin de soirée, le directeur des communications de la commission scolaire des Mille-Îles, Yves Marcotte, a assuré avoir eu un tout autre écho de la part des parents. «Nous avons reçu des appels de parents satisfaits de notre réponse, a-t-il dit. Ils nous ont félicités pour notre décision de garder l'école ouverte demain (aujourd'hui).»



Le mardi 13 nov 2007

Rétablir les faits pour aider les enfants

Catherine Handfield

La Presse

À 10h15, un scénario aussi improbable qu'horrible s'est abattu sur l'école primaire Horizon-Soleil. La Commission scolaire a choisi de garder l'école ouverte. Et c'était la chose à faire, estiment les psychologues.

«Si les enfants étaient retournés chez eux hier, les commérages auraient pris le dessus et la situation aurait été encore plus traumatisante pour tout le monde», explique le président de l'Association québécoise des psychologues scolaires, François Laroche.

Selon lui, la première chose à faire est d'expliquer clairement aux enfants ce qu'il s'est passé. «Il faut absolument rétablir les faits dans ce genre de situation. Des lettres devront être envoyées à tous les parents. Sinon, ce serait destructeur pour celle qui a commis l'acte.»

Les élèves des groupes des deux enfants devront être rencontré par des psychologues scolaires, croit François Laroche. Autre aspect important: mobiliser les élèves. «Les jeunes devront tous ensemble faire un geste symbolique, comme aller porter des fleurs aux funérailles ou écrire un poème pour la victime.»

Tuer à 11 ans

La jeune fille de 11 ans aura également besoin d'un grand soutien, tant de l'école qu'au sein de sa famille. «En ce moment, le plus important c'est de veiller à la sécurité de cette personne-là», indique la psychologue experte dans les comportements agressifs des enfants, Isabelle Morin.

«Les enfants peuvent réagir de façon complètement opposée que les adultes, poursuit Mme Morin. Ça peut s'exprimer par la colère, l'agressivité envers les autres, et l'agressivité envers elle-même.» «Avant 16 ans, les enfants ont de la difficulté à voir le futur, à comprendre qu'il y a un lendemain, ajoute François Laroche. Et la culpabilité peut être très grande.»

Et la jeune fille doit absolument demeurer à l'école. Le contraire serait «inacceptable», estime M. Laroche. «L'enfant a son cercle d'amis à l'école, et il a absolument besoin de ce soutien.»

Horizon-SoleilL'école Horizon-Soleil accueille cette année quelque 570 enfants de la maternelle à la 6e année. Située à Saint-Eustache, non loin de l'intersection des autoroutes 13 et 640, elle ne fait pas partie des écoles considérées «défavorisées» par le ministère de l'Éducation. «C'est une école banale et sans histoire», a illustré hier Yves Marcotte, directeur des communications de la commission scolaire de la Seigneurie des Mille-Îles. Un programme faisant la promotion de la résolution non violente des conflits y est enseigné. «Augmenter le nombre d'élèves qui utilisent la démarche de résolution de conflits», est d'ailleurs le premier objectif inscrit dans le plan d'action de l'école.



Le mardi 13 nov 2007

Le père de Cédrika enquête au Lac-Saint-Jean

Louis Potvin

Le Quotidien

Chambord

Cédrika Provencher aurait été aperçue le 31 juillet au Lac-Saint-Jean. Son père, Martin Provencher, sillonne le triangle entre Roberval, Métabetchouan et Lac-Bouchette dans le but d'éclaircir cette piste pouvant mener à la découverte de sa fille.

«Le lendemain de la disparition de Cédrika, un homme l'aurait vue à bord d'une voiture sedan grise, ici au Lac-Saint-Jean. Le conducteur, accompagné d'une femme et d'une fillette, lui aurait demandé la direction pour le motel le plus proche», relate le père gardant toujours espoir de retrouver Cédrika vivante.

«Le monsieur a trouvé que la fillette avait l'air apeuré. Il n'était pas au courant de la disparition de Cédrika, mais quand il est arrivé à la maison, sa femme lui a parlé de l'enlèvement. Quand il a vu la photo à la télévision, il était persuadé que la petite fille qu'il avait remarquée dans l'auto était Cédrika», témoigne le père, lors d'une conversation téléphonique quelques instants avant son départ pour Trois-Rivières.

Cette piste n'aurait pas été fouillée par les policiers, prétend Provencher. C'est toujours avec l'espoir de retrouver sa fille vivante que le père tente de recueillir des indices à partir de ce témoignage. L'enquête pour élucider la disparition de Cédrika piétine.

Depuis samedi soir, Martin Provencher accompagné d'un bénévole arpente le secteur entre Lac-Bouchette, Roberval et Métabetchouan pour tenter de regrouper les pièces de ce casse-tête. «Nous avons fait des vérifications. Nous avons recueilli des faits plausibles, il nous reste à faire d'autres vérifications à Trois-Rivières», affirme-t-il.

Martin Provencher dit qu'il va partager les éléments recueillis avec les policiers de Trois-Rivières. Et il promet qu'il retournera au Lac-Saint-Jean bientôt.

The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red, rounded rectangular background.

Le lundi 12 nov 2007

Des élèves de Bécancour quémandent pour acheter des dictionnaires

La Presse Canadienne
Montréal

Les élèves de l'école Explorami de Bécancour, près de Trois-Rivières, ont dû se résoudre à collecter des cannettes vides et à demander des dons à des entreprises afin de se procurer des outils aussi essentiels que des grammaires et des dictionnaires neufs.

Selon le *Journal de Montréal*, on en est venu à cette solution d'urgence, la majorité des ouvrages de l'établissement datant d'une trentaine d'années.

Il y a quelques semaines, une enseignante d'Explorami a décidé de prendre les moyens nécessaires pour que sa classe ait des dictionnaires adéquats. Chantal Couture a proposé à ses élèves de collecter des cannettes vides pour récupérer les cinq cents de consigne. Or, à 40 \$ l'exemplaire, il faut en moyenne 800 contenants recyclés pour payer un seul dictionnaire Larousse de l'année.

Les enfants ont donc écrit une lettre aux entreprises de la région, leur proposant de faire un don en échange de quoi leur nom serait inscrit sur la première page de l'ouvrage.

Les entreprises ont rapidement répondu au cri du coeur des jeunes. Déjà, 20 dictionnaires ont été achetés et l'établissement a reçu suffisamment d'argent pour s'offrir 20 nouveaux guides de conjugaison Bescherelle. La direction de l'établissement vient aussi de commander 10 grammaires neuves.

Le quotidien montréalais souligne que les commissions scolaires nagent pourtant dans des surplus. Ceux-ci s'élèvent au total à 309 millions \$, selon ce qu'a reconnu la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne.



Le lundi 12 nov 2007

À la piscine en hijab

[Katia Gagnon](#)

La Presse

En octobre, Jean-Pierre Bernard, directeur adjoint au pavillon Émile-Legault de la polyvalente Saint-Laurent, a profité d'une journée portes ouvertes pour se rendre à la mosquée de Pierrefonds. Il a enlevé ses souliers. Visité les lieux. Puis il s'est assis avec un responsable de la mosquée et l'a consulté sur les demandes d'accommodement que formulaient certains élèves.

L'an dernier - une «grosse année» -, Jean-Pierre Bernard a eu, en tout et pour tout, 20 demandes d'accommodement. Les mêmes demandes reviennent toujours. Exemption pour la musique, l'art ou l'éducation physique. La plupart du temps, avec quelques explications au téléphone, du genre «non, madame, on ne dessine pas de nus dans les cours d'art», les demandes tombent.

Quand un élève a demandé à pouvoir arriver en retard à cause du ramadan, M. Bernard est allé consulter une enseignante musulmane. «Elle m'a dit: Dis-lui de venir me voir! Je vais lui expliquer que moi, je n'arrive pas en retard au boulot à cause du ramadan!» Exit la demande.

Certains élèves sont cependant plus insistants. D'où la consultation avec l'imam de Pierrefonds. Six jeunes voulaient partir plus tôt le vendredi pour aller prier. Opinion du responsable de la mosquée: «Tout dépend du degré de piété des parents.» Jean-Pierre Bernard est donc arrivé à un compromis.

«Si le parent justifie l'absence, il n'y a pas de problème. Je ne peux pas sanctionner un enfant dont le parent a exigé qu'il soit à la prière le vendredi. Mais on informe les parents des conséquences de ces choix. Si leur enfant a des problèmes à l'école, c'est peut-être qu'il manque quelque chose le vendredi», explique-t-il.

Bienvenue au maillot islamique

Le meilleur exemple de la gestion des accommodements, ce sont les cours de natation à la piscine de l'école. Après quelques années de tâtonnements, le compromis est clair. Les groupes sont mixtes. Il y a parfois des profs masculins, des sauveteurs masculins. En contrepartie, les filles peuvent nager couvertes. À quelques reprises, des filles sont arrivées avec le maillot de bain islamique, une sorte de combinaison qui couvre bras, jambes et tête.

Généralement, elles optent plutôt pour des vêtements. «Au début, elles arrivent avec un grand pantalon et une blouse. Elles entrent dans l'eau et s'aperçoivent que ça ne marche pas. Elles passent souvent aux shorts, avec un collant en dessous», explique Louise Meloche, professeure d'éducation physique. Avec, bien sûr, un voile. «Mais si elles n'acceptent pas ça, elles n'ont pas de points», dit Mme Meloche.

Le secret de cette gestion harmonieuse des accommodements? C'est la clarté des principes, croit Louise Chenard, la grande patronne de la polyvalente Saint-Laurent. «C'est un privilège que de s'installer au Québec et ça devrait être perçu comme tel. On est tellement tous pris avec la rectitude politique que personne n'ose dire: voici nos valeurs.»

Ne vous y trompez pas: Mme Chenard adore sa clientèle. Elle a vécu et travaillé toute sa vie en milieu multiethnique. Elle admire le courage de ces gens qui ont été déracinés. «On ne se trompe pas en accueillant un nombre important d'immigrants. L'avenir sera métissé», dit-elle.

Cependant, elle estime que le gouvernement ne remplit pas ses obligations envers ces nouveaux arrivants, qui, après leur arrivée, sont largués dans le paysage. «Le scénario, ça devrait plutôt être: bonjour, bienvenue au Québec. On vous attend dans une semaine: vos cours de français commencent. Mais on n'a pas de ressources, c'est aussi simple que ça.»

Quant aux tribunaux, leurs décisions en matière d'accommodements ne sont pas toujours raisonnables, croit-elle. «Le kirpan est interdit dans les avions mais permis en milieu scolaire, où il y a des ados à risque, explique-t-elle. Or, là, tout le monde sait que le jeune porte une dague cérémoniale. Cet enfant-là est ciblé. Quelqu'un d'autre pourrait lui demander de remettre son arme.»



Le mardi 13 nov 2007

La commission Bouchard-Taylor... à l'envers

[Katia Gagnon](#)

La Presse

Lancez le terme «accommodement raisonnable» à Émile-Legault, et vous suscitez un débat, comme c'est le cas un peu partout au Québec, devant la commission Bouchard-Taylor. Sauf qu'ici, l'exercice se déroule à l'envers: ce sont les immigrés qui parlent des Québécois.

«Ici, à l'école, ce sont les Québécois qui doivent s'adapter à nous», résume Amin, un jeune Marocain de 16 ans, avec un grand sourire. Ce qui donne lieu, parfois, à des affirmations assez surprenantes. Comme celle-ci: «On est venus ici parce qu'ils ont besoin de nous», lance Faiza, 16 ans, d'origine algérienne. «Ils», vous l'avez deviné, ce sont les Québécois de souche.

Karina lève aussitôt la main. «Tu dis que le Québec a besoin de nous. Oui, mais avoue que, dans les prochaines années, tu vas aller à l'école, puis à l'université. Le Québec va te donner beaucoup plus que tu vas lui donner.»

Racisme

Au fil des discussions avec les jeunes, on finit par récolter une petite collection d'histoires de racisme. «C'est trop cher pour toi, petit terroriste», s'est fait dire Hicham, 16 ans, au dépanneur du coin. Une amie de Malak, qui porte le hijab, a déjà reçu le contenu d'un verre de café à l'arrêt d'autobus. Une maman québécoise a dit à Nour qu'elle ne ferait jamais garder ses enfants par une fille voilée.

«Les Québécois disent parfois que les musulmans viennent leur prendre leurs emplois. Mais quand on arrive ici, vous n'acceptez même pas nos diplômes», ajoute la jeune Libanaise. Daba, qui vient du Sénégal, s'est fait demander si, là-bas, elle habitait dans une case. «Les Québécois ne sont pas volontairement racistes, ils ont des préjugés. Une fois les clichés évacués, ils nous acceptent.»

Même les élèves pure laine ont parfois un peu honte de leurs compatriotes. «Généralement, je ne m'entends pas avec les Québécois parce que oui, ils sont un peu racistes. Une école comme ici, ça permet de comprendre», dit Mélissa Presseault, 16 ans.

Le débat s'est vite échauffé dans la classe d'éthique de Patricia Carignan, où la journaliste en visite a soumis une question précise. Des élèves de l'école demandent une salle de prière. Que devrait répondre la direction? «Il y a des locaux pour des clubs de lecture. Ils lisent. Ceux qui veulent prier, qu'ils prient!» dit Amin.

«Alors moi, si je voulais avoir un local avec une télé, pourquoi pas?» rétorque Mélissa, une des rares Québécoise de souche de la classe. «Mais à l'heure du midi, toi, tu vas manger! En quoi ça te dérange? Il y a des réunions pour du monde qui veulent aller aider au Guatemala! Des locaux pour le ping-pong!» s'enflamme Amin.

Et s'il y avait un tel local, combien iraient prier? Huit mains se lèvent, dont celles de sept musulmans. D'accord. Poursuivons le problème: des juifs réclament eux aussi un local de prière. Que dit la direction? «On les met tout le monde ensemble. Toutes les

religions. Ça les aiderait à mieux se comprendre», dit Hicham, qui vient d'Algérie. «On ne met pas les juifs et les musulmans ensemble. Est-ce qu'on met le feu et l'essence ensemble?» s'exclame Mouna, Marocaine d'origine.

Dernier problème. Une fille portant le niqab se présente à Émile-Legault. Que devrait dire la direction? Là, la classe fait bloc. Inacceptable! «Moi, je lui demanderais: est-ce que c'est toi qui a choisi ça?» ajoute Hicham. «La fille, elle va se faire niaiser», dit Amin, sourire en coin. Et on sent, à le regarder, que le coupable de cet hypothétique méfait n'est pas très loin.

Même les filles qui portent le hijab sont résolument contre. «Pourquoi elle devrait porter ça? Ce n'est pas ce qu'on dit dans le Coran», dit Riain, voilée d'un joli hijab marron à paillettes.



Le lundi 12 nov 2007

Une école à «Chameauland»

[Katia Gagnon](#)

La Presse

À la polyvalente Saint-Laurent, on ne parle pas d'accommodements raisonnables, on les vit. Une seule règle: pas de compromis sur le régime pédagogique, qui sera respecté à la lettre. Pour le reste, on s'arrange plutôt bien dans cette grande école secondaire qui pourrait donner le tournis aux nations unies. Premier volet d'une radiographie sur fond de commission Bouchard-Taylor.

Quand Cynthia Cheaib a débarqué au Québec, en provenance du Liban, elle avait 8 ans. Ses parents se sont installés à Saint-Laurent. «Le surnom de Saint-Laurent, c'était Chameauland, rigole Cynthia. Alors que je n'ai jamais vu un chameau au Liban!» Vingt-trois ans plus tard, Cynthia enseigne le français à l'école de «Chameauland», la polyvalente Saint-Laurent: 1600 élèves, dont 80 Québécois «de souche».

Indiens, Libanais, Marocains, Sri-Lankais, Cambodgiens, Moldaves, Chinois, on fait vite le tour du monde dans les couloirs de la polyvalente, où cohabitent 70 nationalités. Des visages de toutes les teintes, de l'ambre, du lait, du chocolat. Pas vraiment d'ethnie majoritaire. «Ici, tout le monde est une minorité», résume Jean-Pierre Bernard, l'un des six directeurs adjoints. Quelque 40% d'entre eux, cependant, sont nés au Québec.

«Qui est québécois, ici?» a demandé Mathieu Soucy, professeur d'éthique et culture religieuse, juste avant que la journaliste entre dans sa classe. Aucune main ne s'est levée. Les 28 élèves de la classe vivent au Québec, plusieurs sont nés au Québec, mais aucun d'entre eux ne se perçoit comme québécois.

Ils ne sont pas québécois, et pourtant ils parlent français dans les corridors. Ils écoutent Garou, Marie-Mai et Ramdam. Ils ont vu Bon cop, bad cop. Lors de notre passage, Érika, 16 ans, était plongée dans le tome 2 des Filles de Caleb.

Nous sommes dans la file d'attente de la cafétéria. «Tu es quoi, toi?» lance un petit blond à son ami, un costaud aux yeux bleus.

- Moi? Je suis québécois.

- Mais non, tu es libanais, rétorque l'autre.

- Mais je suis né ici! Alors je suis un Québécois d'origine libanaise, décrète-t-il.

«Et toi, tu es quoi?» a demandé la journaliste au petit blond, prénommé Élier. «Moi?» Il fait une pause. «Ma mère est roumaine, mon père est hongrois. Je suis né en Israël et mes grands-parents sont espagnols.»

- Et vous, madame, vous êtes quoi?

- Québécoise d'origine québécoise, a répondu la madame.

Les Québécois nés au Québec de parents québécois sont tellement rares au pavillon Émile-Legault qu'on finit par manquer de vocabulaire pour les désigner. «Quand on voit

un Tremblay, on se dit: Wow, comment ça se prononce, ça, Tremblai?» blague François Medzabenleth, directeur adjoint pour les élèves de troisième.

Pour travailler à Émile-Legault, il faut se faire l'oreille à des dizaines d'accents et à des noms très exotiques. «Moi, c'est Jeyajeevanraj», indique un petit Indien qui vantait à la représentante de *La Presse* les mérites du film *Crazy*. Il a lui-même écrit son nom dans le carnet de notes.

La bulle de Saint-Laurent

Donc, certains de ces jeunes regardent *Loft Story* à la maison. Mais, pour la plupart, ils vivent à temps plein dans la bulle multiethnique de Saint-Laurent. Leur monde tourne autour de la station de métro Côte-Vertu.

«Si j'avais une partie de la population francophone de Saint-Laurent, ceux qui vont à Brébeuf ou à Notre-Dame, je pourrais prétendre être un point d'inclusion, de contact entre les cultures», soupire la directrice de Saint-Laurent, Louise Chenard.

«Certains d'entre eux sont stupéfaits quand on leur dit que le Québec est à 80% blanc et catholique. Leur réalité, c'est Saint-Laurent. Aller à Berri-UQAM, pour eux, c'est une aventure», raconte Vincent Perron, prof de français.

Des chocs culturels majeurs se produisent donc, parfois, dans les classes. Dominic Haché est resté médusé quand il a réalisé que les deux tiers des élèves de sa classe d'éthique ne croyaient pas à la théorie de l'évolution. «Musulmans, chrétiens, tout le monde, ils croyaient à Adam et Ève», raconte-t-il.

«Moi, je suis homophobe», a clamé un grand gars d'origine maghrébine lors d'une discussion sur l'homosexualité dans le cours de Mathieu Soucy. «On va aller voir une pièce d'Oscar Wilde. On a parlé de l'auteur, de son homosexualité. Certains élèves sont tombés des nues», raconte Lina Morena, qui enseigne à des classe d'accueil.

«Les petites filles sous-scolarisées qui font tout à la maison, c'est une réalité. Elles peuvent passer des heures à faire la vaisselle, alors que les garçons sont rois. Ces enfants sont aux prises avec deux mondes: leur vie familiale et notre société», ajoute François Medzabenleth.

Le royaume de l'accommodement

Émile-Legault, c'est le royaume de l'accommodement, dans tous les sens du mot. Il y a eu des Hutus et des Tutsis dans la même classe. Des Kosovars et des Serbes. L'an dernier, des dizaines de nouveaux élèves libanais sont arrivés, chassés de chez eux par les bombes israéliennes. Et ils ont débarqué dans une école où il y a des Juifs.

«On avait le clan des Juifs et le clan des Libanais. Ça se battait, ça s'injurait. La direction a dû faire venir les parents et leur dire: OK, on n'est pas au Liban, ici», raconte Marcel Lajoie, surveillant d'élèves. À la suite de cette rencontre, les élèves se sont accommodés.

Tout comme ils se sont accommodés de la fermeture, il y a quelques années, du «local de recueillement», où les croyants de diverses religions pouvaient aller prier. «On a eu des problèmes avec des gens qui voulaient isoler ce local-là pour les musulmans», raconte Patricia Carignan, prof d'éthique. Prestement, le local a été fermé.

«On m'a donné la consigne en début d'année: s'il y a des demandes pour un local de prière, c'est non. Et je suis tout à fait à l'aise avec ça», dit Dominic Vézina, nouvel

animateur de vie spirituelle et d'engagement communautaire.

Oui, il y en a, des accommodements. Il y a des filles musulmanes qui nagent en collant dans la piscine. Il n'y a pas de porc à la cafétéria. Le menu du bal de fin d'études fait toujours l'objet d'un chaud débat, qui débouche toujours sur du poulet, le seul plat qui fait consensus. On fait des repas de Noël au shish-taouk, et Jésus y est même né, une année, dans une crèche bouddhiste, au coeur d'une grande fleur de lotus.

Mais non, il n'y a pas de crise des accommodements à Émile-Legault. Il faut dire que la grosse boîte est menée d'une main ferme par la directrice, Louise Chenard, une femme forte qui a travaillé toute sa vie en milieu multiculturel. Règle no1: aucun compromis sur le régime pédagogique.

«On permet aux filles de nager couvertes. Elles ne veulent toujours pas faire le cours de natation? Elles ont zéro», dit-elle. Il n'est pas question qu'un élève ne suive pas les cours de musique ou d'art pour des raisons religieuses.

Les élèves observent le ramadan? Libre à eux. Ils doivent venir à l'école quand même. «Mais s'ils s'absentent pour la fête de l'Aïd, qui clôt le ramadan, on tolère. S'il y a une journée dans l'année où on n'est pas plus catholique que le pape, c'est celle-là», dit Jean-Pierre Bernard.

«Ces histoires d'accommodement, c'est souvent un feu de paille», opine Anne Beaulé, enseignante en classe d'accueil, qui raconte que, l'an dernier, une petite musulmane de sa classe a refusé de venir en t-shirt pour une séance de vaccination.

«Si j'avais appelé les médias, ça aurait pu faire toute une histoire. Une musulmane qui refuse la vaccination! Je lui ai dit de mettre une blouse par-dessus son t-shirt et de l'enlever au dernier moment.» Ce qu'elle a fait. Une histoire de moins pour les médias.

Pour ou contre le cellulaire à l'école

Le téléphone portable, et surtout la caméra numérique qu'il abrite, crée des remous dans les écoles. Petit tour du monde des débats en cours.

par Jean-François Gazaille

publié dans *L'actualité* du 1er octobre 2007

Québec

Les enseignants québécois craignent d'être ridiculisés dans YouTube par des élèves qui les filment à leur insu, comme c'est arrivé l'an dernier à des professeurs de Gatineau et de Saguenay. YouTube a aussi permis d'immortaliser des batailles de nourriture dans des cafétérias de Magog et de Longueuil. La plupart des écoles exigent que les élèves éteignent leur portable en classe, mais un nombre croissant d'entre elles interdisent carrément le cellulaire et tout autre gadget électronique à l'intérieur de l'enceinte scolaire.

Ontario

La commission scolaire de Toronto proscrit complètement le cellulaire à l'école depuis ce printemps. L'interdiction vaut aussi pour les activités sportives parascolaires et les sorties en plein air, et s'applique aux autres appareils électroniques (iPod, BlackBerry, etc.). Depuis juin, la cyberintimidation peut valoir à son auteur un renvoi définitif de l'école.

États-Unis

Associé aux trafiquants de drogue, le portable a été interdit dans la majorité des écoles au cours des années 1990. Mais les fusillades dans les établissements d'enseignement et les craintes d'attentats terroristes ont élevé le portable au rang d'outil parental essentiel. La plupart des conseils scolaires des grandes villes ont levé l'interdit, exigeant seulement que les appareils soient éteints en classe. Mais certains refusent toujours, craignant que les portables ne servent à filmer dans les vestiaires ou à tricher lors des examens. Le maire de New York, Michael Bloomberg, a même fait saisir par la police des milliers d'appareils dans les écoles, au grand dam des parents.

France

Invoquant des motifs sanitaires, pédagogiques et sécuritaires, une députée du parti de Nicolas Sarkozy milite depuis trois ans pour l'interdiction du portable à l'école. Le ministère de l'Éducation, qui hésite à intervenir, a tout de même incité les établissements à encadrer plus étroitement l'usage des portables. Et la France a pris les grands moyens pour contrer le phénomène du vidéolynchage, qui consiste à filmer un tabassage pour le diffuser sur le Web. Depuis janvier 2007, le vidéolynchage est un crime passible de prison.

Grande-Bretagne

Quatre adolescents ont été condamnés pour meurtre en 2006 après un vidéolynchage qui a mal tourné. Le gouvernement refuse d'interdire le cellulaire à l'école et invite les établissements à établir leurs propres règles. Le principal syndicat d'enseignants veut que les téléphones mobiles soient catalogués comme des armes dangereuses et prohibés dans les écoles, sous prétexte qu'ils peuvent servir à intimider les professeurs.

Grèce

Depuis décembre 2006, il est interdit d'entrer à l'école avec son cellulaire. Cette décision fait suite à une agression sexuelle filmée par un élève.

Australie

Malgré une récente vague de vidéolynchages, les autorités et les parents refusent d'interdire le cellulaire à l'école. Seul l'accès à YouTube a été bloqué dans les établissements.

Arabie saoudite

Pas de demi-mesure dans cette monarchie absolue : le téléphone-caméra est interdit sur tout son territoire.

Fermer la fenêtre



November 13, 2007

Failing grade for French teachers

By LAURA CZEKAJ, SUN MEDIA

Some parents in Ottawa's largest school board are concerned about the lack of fluently bilingual teachers and say the result is an inconsistent approach to speaking French.

At least 10 parents have discussed concerns about the proficiency of French by one of the teachers in the Ottawa-Carleton District School Board, according to Mary Ann Jenkins, an outgoing school representative for the Ottawa-Carleton Assembly of School Councils.

'LACK OF ACCENT'

"Comments started to come home from the children about the French level proficiency and things like a lack of accent. Some parents were concerned that work that was correct was being marked as incorrect" she said. "It has to do with verbs, and tenses and so the parents have been getting a little bit concerned."

These issues were broached with the principal who was willing to work with parents and the teacher, said Jenkins.

"We feel for the teacher as well," she said. "It's not a good position to be in. We wholeheartedly support the board giving the teacher any assistance they can."

Jennifer Adams, superintendent of curriculum at the school board, said individual concerns with a teacher must be addressed at the school level.

"To be teaching FSL you need to have the language competence to do that," she said, speaking in general. "That would be one of the things that it is not a course requirement, but it's a skill that if they choose to continue to teach in that area, they have to make sure that their proficiency is high enough to be able to do it appropriately."

A recent report from the ad hoc committee examining French as a Second Language at the elementary level indicates parents of students in the board have expressed concern about the lack of fluently bilingual teachers and supply teachers.

NATIONAL SHORTAGE

"School administrators and teachers noted a need to improve teacher qualifications for both the core French and immersion programs and to revise the teaching strategies that are used," the report states.

There are no national minimum French proficiency requirements for FSL teachers.

The situation is exacerbated by a national shortage of FSL teachers, leaving boards in a position where they sometimes have to waive language requirements to meet staffing demands, says the document.

Starting school with basic math, reading skills key to success in early grades, study finds

Janice Tibbetts

Citizen news services

Tuesday, November 13, 2007

Children who start kindergarten with a basic grasp of numbers and the written word are the most likely to shine through elementary school, regardless of whether they start out with behavioural problems, a new international study says.

The study is believed to be the first major endeavour of its kind to show it's what you know, not how you behave, that determines success in the early grades.

Twelve university professors from the United States, England and Canada pieced together data from six longitudinal studies collectively tracking 36,000 children from kindergarten to as late as age 13 or 14.

The study found that mastering informal math concepts -- such as understanding that five pieces of chocolate are more than three pieces and subtracting two teddy bears from four leaves two -- matter most in predicting later success in school.

Language and pre-reading skills, such as understanding phonetics, recognizing letters and perhaps even simple words, are also important, but not as much as grasping rudimentary math concepts. The ability to concentrate while completing a task also had an effect on later success.

"The gold winner was the pre-math skills, the silver was reading, and the bronze was attention-related skills," said Linda Pagani, a professor at the Université de Montréal's school of psycho-education and one of the study's authors.

The findings are published in the November issue of *Developmental Psychology*, a journal of the American Psychological Association.

The researchers also discovered, to their surprise, that difficulty getting along with classmates, or being aggressive, disruptive, sad, or withdrawn did not detract from future success.

"We often think that early math and reading skills are important for later school success, but we also talk about behaviour skills and social skills," said author Amy Claessens, a professor at Northwestern University in Evanston, Illinois.



CREDIT: Peter Redman, National Post
Children play in the Centro Clinton Day Care Centre in Toronto in this photo from January 2006. Researchers involved in a study whose findings are published in the November issue of *Developmental Psychology* say preschool learning is best achieved in informal activities, such as counting how many forks are needed at the dinner table and pointing out shapes and letters at every opportunity.

"I think we were all surprised that these behaviours were not predictive of later achievement," Ms. Claessens said. "We think that perhaps kindergarten teachers are capable of managing the types of behaviour problems that manifest in early years."

Most of the children involved in the study were from the United States and Britain. The Canadian component tracked 737 Montreal children who started kindergarten in the late 1990s. They were tested again when they were in Grade 3, a year that is believed to be a benchmark in determining academic success through to high school.

"We focused on Grade 3 because it is an important turning point," Ms. Pagani said.

The study surmises that preschool learners have an advantage not only because they are better prepared, but also because they may benefit from being labelled as the best students from the outset.

"A child who enters kindergarten with rudimentary academic skills may be poised to learn from formal reading and mathematics instruction, receive positive enforcement from the teacher, or be placed in a higher ability group that facilitates the acquisition of additional skills," says the study.

The authors point out that they made no findings on the types of activities that would help children with numeracy and literacy skills before they reach school age.

Ms. Pagani cautioned that parents should not rush out to buy flash cards to start drilling their children. Rather, preschool learning is best achieved by informal activities, such as counting how many forks are needed at the dinner table and pointing out such things as letters and shapes at every opportunity.

Judith Bernhard, a professor of early childhood studies at Ryerson University in Toronto, said economically advantaged children were those most likely to show up in kindergarten with pre-reading and math skills because they were the ones most likely to have had the benefit of preschool or have lots of books at home.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Tuesday » November
13 » 2007

Pressure takes toll on professors

One in five has health issues tied to stress

Pauline Tam

The Ottawa Citizen

Tuesday, November 13, 2007

Far from being places of quiet contemplation, Canada's schools of higher learning have become high-pressure workplaces, with one in five professors reporting health problems as a result of job stress, says a new study.

The first national survey of occupational stress in Canada's universities suggests academics are struggling with higher stress levels than the average Canadian.

"This is the first attempt that we've made to identify what the level of stress is in post-secondary settings, and they're surprisingly high," says Victor Catano, the study's lead author and a psychology professor at Saint Mary's University in Halifax. "What it shows is that working in a university or college today is not the easy job that most people think it is."

According to the survey of almost 1,500 academics at 56 universities, more than 10 per cent of professors are so "clinically distressed" that they could qualify for long-term disability leave. Another 20 per cent reported poor physical health because of stress.

The report does not include data on the actual rates of sick leave among academics.

Those at the highest risk of stress are women between the ages of 30 and 59, who typically find themselves juggling motherhood with the pressures of teaching, research and attracting funding for their work.

Previous research has shown this is the stage at which many women in academia find their career paths stalled.

The report cites workload, scheduling and conflicting job demands as the top three stressors. Work-life balance and fairness when it comes to rewards and treatment by senior administrators were also near the top of the list.

The study says that two decades ago an academic career was considered a prestigious and relatively stress-free job. Now, high stress levels are being driven by stagnating salaries, mounting workloads, greater pressures to attract funding and a publish-or-perish research culture that values quantity over quality of scholarship.

"That kind of pressure to produce is felt by every academic," says James Turk, executive director of the Canadian Association of University Teachers, which commissioned the study.

Mr. Turk, whose organization represents 55,000 academics, says job stress has increased as student enrolment has skyrocketed over the past decade, leaving professors to cope with larger class sizes, fewer support staff and greater demands placed on them because of new technologies.

As a result, the average full-time professor now works 50 to 60 hours a week, says Mr. Turk.

The union representing full-time professors at the University of Ottawa has pointed to similar factors to explain the high stress levels reported by its members.

A study commissioned last year by the university showed that almost half of all academic staff -- 47 per cent -- blamed the conflicting demands of teaching, research and administrative duties on job stress.

The study marked the first time the University of Ottawa had joined a handful of Canadian universities in polling its employees about their perceptions of the workplace.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.

School of guitars

Lynn Saxberg

The Ottawa Citizen

Tuesday, November 13, 2007

I first noticed the classical guitar ensemble from John McCrae Secondary School on Music Monday. That's the first Monday in May, a day devoted to recognizing the importance of music education in schools. As part of an event at the National Arts Centre, there were performances by several student ensembles.

When a bunch of lanky teenage boys on acoustic guitar slipped into a neat instrumental version of Van Morrison's Moondance, their sweet playing caught my attention. I didn't think of it again until I heard that the same ensemble would be opening for Doyle Dykes this week. (The virtuoso fingerstyle guitarist performs a free concert at Lisgar High School Thursday.)

And then I found out the group had been recognized by the Canadian Music Educators Association as the best small ensemble in the country. The competition, which takes place every two years, also includes categories for larger ensembles and choral groups.

Because the award-winning crew does not hail from one of the Ottawa-area high schools known to be artsy -- they come from a fairly new institution in the heart of the ever-expanding suburb of Barrhaven -- further investigation was required.

I popped into the music room to watch a lunchtime rehearsal one day last week, the first practice session in a while for the ensemble. Usually the group consists of six young men, but one didn't make it, despite repeated efforts to track him down. His phone was off, he wasn't in the caf and didn't respond to an announcement.

The practice continued anyway, with their instructor, Bob Denney, filling in. The musicians each selected an acoustic guitar from the row of blue models on one wall, while another unwrapped a standup bass. They hadn't decided what to play at the Dykes gig, and debated whether to run through something they already knew or learn something fresh. Although the kids were keen to try something new, Denney had them start on a familiar piece.

The 55-year-old career music teacher created the guitar ensemble last year as an outlet for some of the more talented students in the guitar program. As the head of the fine arts and technology departments, he's the force behind the guitar program at John McCrae. With 85 students studying the instrument this year, it's one of the largest in the city. Guitar classes fill quickly, and there's often a waiting list.



CREDIT: Julie Oliver, the Ottawa Citizen
Teacher Bob Denney, top left, and his classical guitar ensemble, from left, Craig Beare, 17; Denney, Nick Hepburn, 15; Craig Little, 17; Matt Fulford, 17, and Michael Kaminski, 17.

Fifteen years ago, Denney started a guitar program at a Gloucester high school. It was a hit.

"We were just looking for a course to offer to some of the students who normally wouldn't take a music course," he said in an interview after the rehearsal. "Like anybody of my age and my vintage, I knew how to play three or four chords on the guitar and play a couple of Bob Dylan songs, and all the protest songs from the '60s, so we offered a guitar course and it filled instantly."

Acoustic guitar is an ideal instrument for students to learn, Denney says. Because it's so common in pop culture, teenagers are familiar with how it's supposed to sound. And it's not hard to get a good sound right away, unlike the learning curve involved in playing instruments such as violin or clarinet. "You learn three chords on a guitar, and there are literally thousands and thousands of songs you can play," Denney adds, noting that some professional musicians have made millions with three chords or fewer.

Guitar not only has the cool factor that kids love, it's also portable, accessible and relatively inexpensive. Decent instruments can be purchased for less than \$100.

A percussionist by training, Denney faced his own learning curve when he decided to teach guitar. "Fifteen years ago, I was literally learning along with the kids because my skills were so rusty," he says.

Over the years, he figured out how to teach the instrument through networking with other teachers, and trial and error as he experimented with different method books.

With guitar gaining popularity among high schools, other teachers will have a more efficient way to learn to teach it, partly because of Denney's efforts.

Last summer, he attended a workshop in the United States aimed at teaching teachers how to teach guitar. Supported by the guitar manufacturers' industry, the Guitar Task Force workshops have been running for more than a decade. More than 1,200 teachers have been trained, and it's estimated they've gone on to teach 1.5 million students.

Workshop participants are given a new guitar and spend a week learning the techniques, taught by active or retired teachers. At the end of it, they take the instrument and learning materials home. The cost is \$100 plus accommodation and living expenses.

Next year the Guitar Task Force is coming to Canada for the first time. A teaching-guitar workshop will take place in Ottawa next summer, thanks to the connection established with Denney.

As the knowledge spreads, my hope is we'll see a few more young women pick up the instrument. Although there are only two or three girls in each guitar class at John McCrae, and none in the ensemble, Denney says they're often the better students.

"Most of the girls come in and have no preconceptions, where the guys come in and want to play like Eddie Van Halen. They struggle with the patience to reach music ... well, there's a long way between Twinkle Twinkle Little Star and Eddie Van Halen. "

Hey, even Eddie had to start somewhere.

ONLINE: SCHOOL OF GUITARS

To see a video interview with the guitar heroes of John McCrae Secondary School, go

to Lynn's blog, Face the Music. She also wants to know who's cool at your school, musically speaking.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc. All rights reserved.